

TUNISIE

HAMMAMET

du 28 sept.
au 30 2017

www.aframed2017.org



2^e édition

AFRAMED
VIH / HÉPATITES



Les addictions dans le Maghreb : quels produits, quelle prévention ?

Dr Mohammed Elkhammas, chargé du projet RdR



L'addiction ...

Définition : Etat de dépendance périodique ou chronique à des substances ou à des comportements". (OMS en 1975)

Produits : Tabac, Alcool, cannabis, psychotropes, colles, les opiacés, l'opium...

Conséquences au plan individuel et collectif: sanitaires, sociales, économiques, légales...

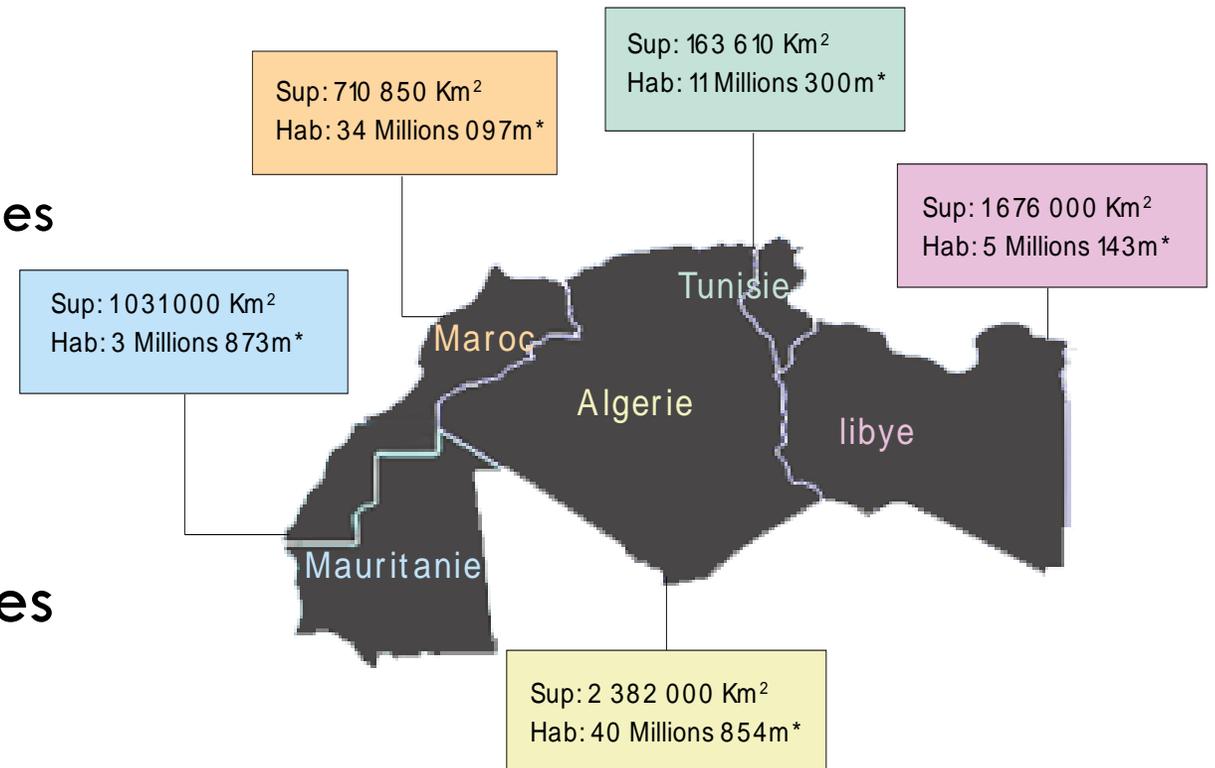
Actions : La lutte contre les addictions implique des politiques

multidimensionnelles: réduction de l'offre, réduction de la demande, traitement

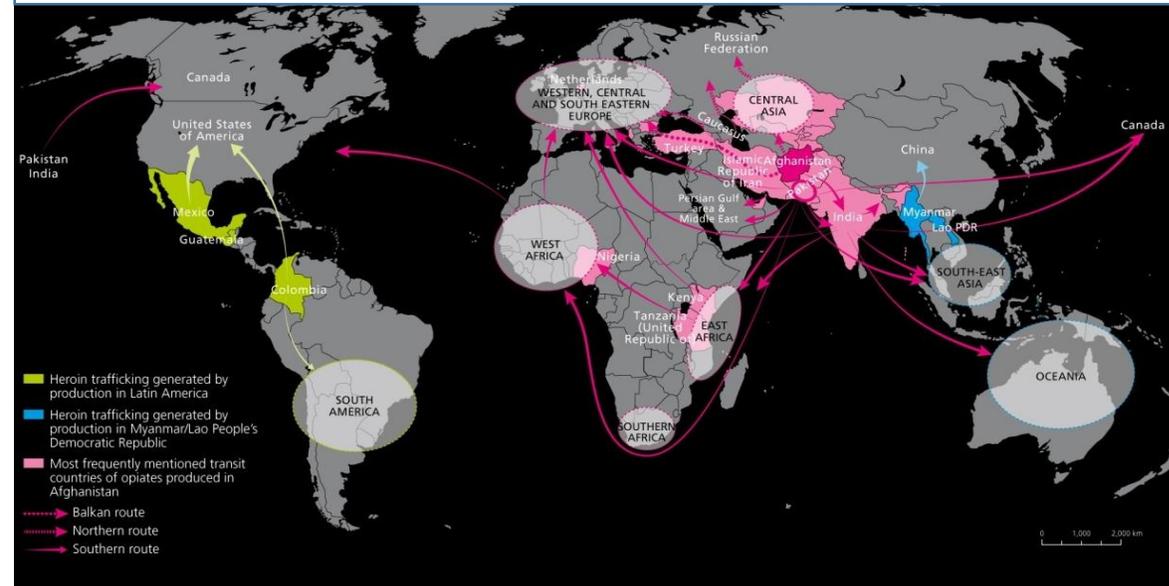
Focus sur les drogues injectables en lien avec les méfaits sanitaires (VIH et VHC)

Le Maghreb

- Limite avec le Sahel :
 - Vastes zones désertiques, peu peuplées
 - Frontières poreuses, existence de groupes terroristes
 - Traite des êtres humains
 - Trafic de drogue
- Limite avec l'Europe : échange des cultures de consommation
- La plus grande zone de production du Cannabis

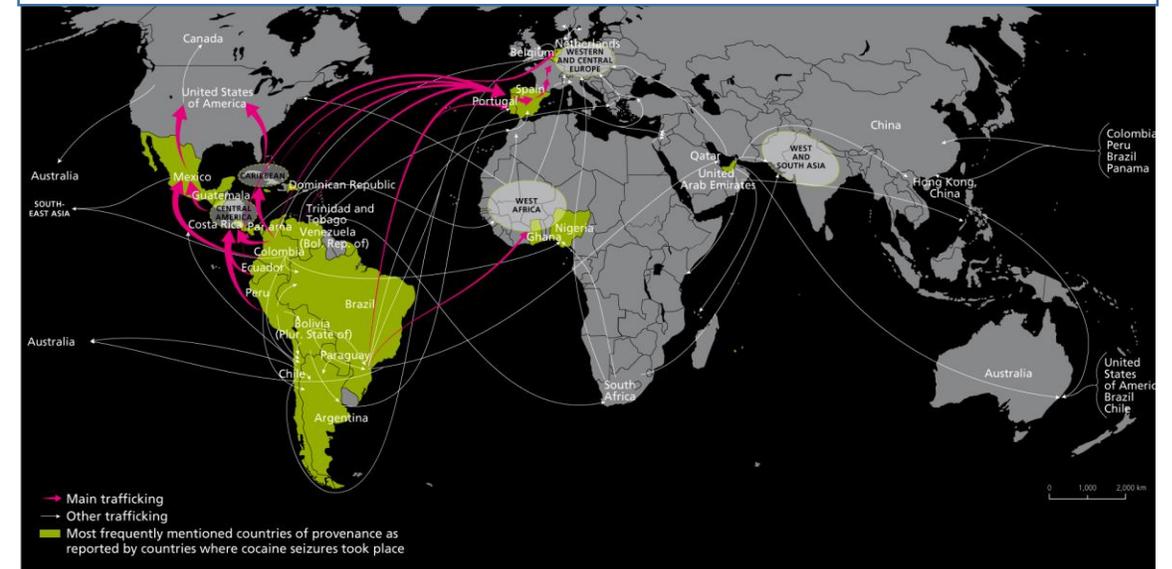


Trafic des opiacés



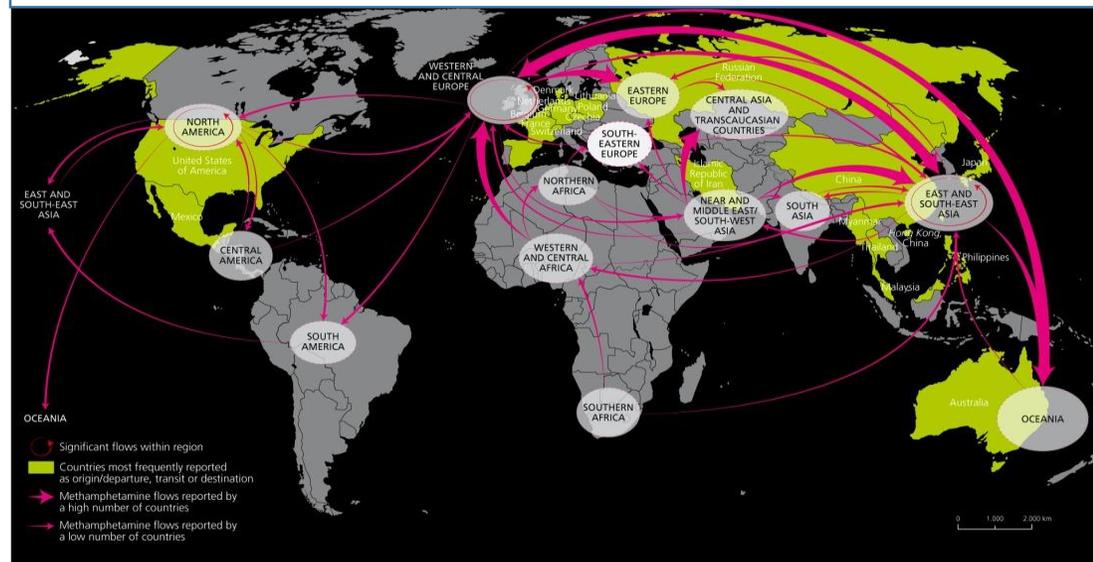
Sources: UNODC elaboration, based on responses to annual report questionnaire and individual drug seizure database.

Trafic du cocaïne



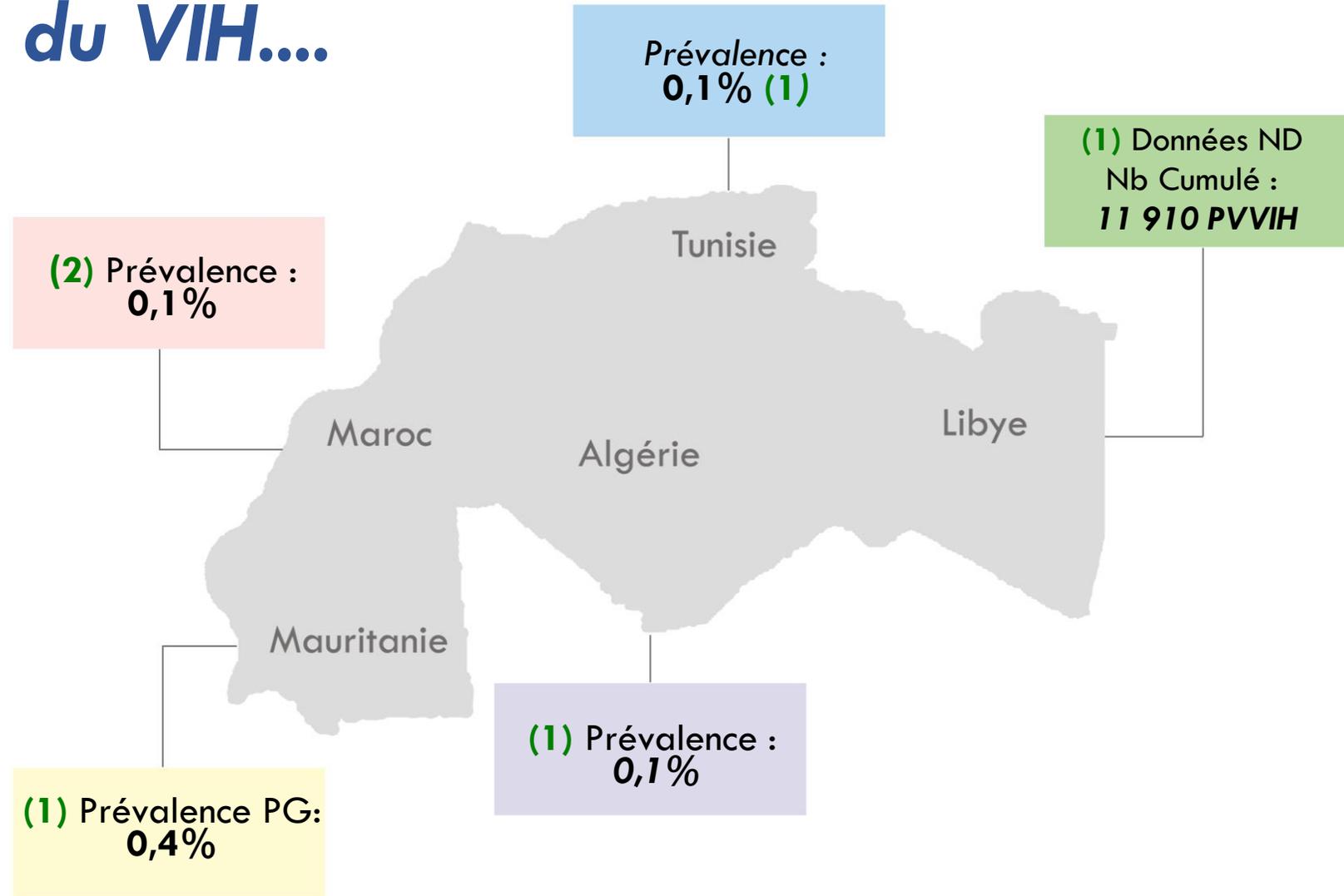
Source: UNODC elaboration, based on responses to annual report questionnaire and individual drug seizure database.

Trafic des méthamphétamines



Source: UNODC, responses to annual report questionnaire, 2012-2015.

Prévalence générale du VIH...



- Prévalence faible
- Épidémie concentrée

(1): Rapports d'activités des pays 2014 ONUSIDA

(2): Données épidémiologiques 2016 PNLS, MS

Aspects épidémiologiques...

- NB de PUD : 800 000 (3)
- NB de PID : 2000 PID (1)
- Essentiellement au Nord et Est
- Prévalence moyenne: 11,4% VIH et 60% VHC (2)

- Donnée non disponibles
- PID non reconnue parmi les populations clés (2)

- NB de PUD : 400 000 (7)
- En 2015, 21,44% des Nv infections étaient des PID (8)
- Prévalence moyenne : 4% VIH et 29% VHC (2)

- Discordance entre 2 études en 2014 (n= 250 000 VS 1M) (4) (5)
- Données non disponibles sur PID
- En 2006, NB de PID : 40961 (6)
- En 2014 : 1,1% des PVVIH testées étaient des PID (2)

- Données non disponibles
- 90% des PVVIH sont des PID
- NB de PID : 4663 – 9779
- Prévalence estimée chez les PID entre 15 et 49% (1)
- En 2013, à Tripoli 87% VIH ET 94% VHC (9)

1)Données épidémiologique 2016, PNLS, 2) Bilan d'activités pays 2014, ONUSIDA, 3) Rapport Annuel 2014 de l'Observatoire National des Drogues et Addictions, 4) Bureau national de la drogue et de la toxicomanie (Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie), 5) FOREM (Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche), http://www.huffpostmaghreb.com/2014/06/18/algerie-drogues-consommation_n_5507186.html, Regional Overview: Middle East and North Africa (2010). <https://www.hri.global/files/2010/06/14/GSHRMiddleEastNorthAfrica.pdf>, 7) Bentamansourt, N. Tunisie-Drogue: 3,9% des consommateurs contaminés par le VIH! Directeur africain; Octobre 2016. Disponible à partir de: <https://africanmanager.com/mots-cles/association-tunisienne-de-la-prevention-contre-la-toxicomanie>, 8) Africaine Santé. VIH / SIDA en Tunisie: Où en est-on? Décembre 2015. Disponible à partir de: <http://africaine-sante.com.tn/a-la-une/vihsida-en-tunisie-ou-en-est-on>, 9) Harm Reduction International. The Global State of Harm Reduction 2014.



Les produits consommés...

- Documentations rares sur la question
- **Cannabis** étant le premier produit ^(3,5)
- Surtout les données terrains qui révèlent plusieurs produits: solvants, psychotropes, amphétamine type stimulants, héroïne de très mauvaise qualité, Substitution aux opiacés (Subutex, Méthadone), Cocaine
- Généralement, une **poly-consommation** ^(11,12)
- Selon les pays du Maghreb, les drogues injectables:
 - Lybie et Mauritanie : Données indisponibles
 - Tunisie : Surtout le Subutex
 - Algérie : Surtout le Subutex, dans 30% des cas l'héroïne ⁽¹²⁾
 - Maroc : Surtout l'héroïne, peu de cocaïne et de méthadone ⁽¹³⁾

⁽³⁾ Rapport Annuel 2014 de l'Observatoire National des Drogues et Addictions

⁽⁵⁾ FOREM (Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche), http://www.huffpostmaghreb.com/2014/06/18/algerie-drogues-consommation_n_5507186.html

⁽¹¹⁾ Rapport d'enquête, violations des droits humains des usagers de drogues dans trois villes du Nord du Maroc, O. Maguet, 2011

⁽¹²⁾ Rapport mission de diagnostic rapide sur la situation de consommation des drogues injectables à la wilaya d'Alger, Mai 2016

⁽¹³⁾ Rapport d'activité annuelle du projet de RdR sur la ville de Tétouan et régions; ALCS, Janvier 2017



Quelles lois de drogues ?

- En général, punitives et répressives
- Les 5 pays ont une législation de contrôle des drogues, tel que modifié en janvier 2011 ⁽¹⁰⁾
- Nombreuses données disponibles sur :
 - le nombre de condamnés incarcérés pour les infractions liées à la drogue
 - les infractions liées au trafic de drogue
- En revanche pratiquement aucune sur :
 - les infractions liées à l'usage de drogue
 - l'application du traitement obligatoire
- La Mauritanie, est le seul pays du Maghreb à condamner les trafiquants de drogue et les producteurs à la peine de mort
- La Tunisie :
 - a la loi la plus sévère en matière de répression de l'usage et la possession de drogues à des fins personnelles
 - a procédé à une réforme partielle de sa loi en avril 2017

(10) Al Shazly F., Tinasti K. Incarceration or mandatory treatment: Drug use and the law in MENA. *Int J Drug Policy*. 2016 May;31:172-7.

Quelques spécificités...

Pays	Année d'adoption	Lois et pénalités
Maroc	1974	Emprisonnement de 2 mois à 1 an, en plus d'une amende de 500 à 5000 dirhams (45 à 450 euros) ⁽¹¹⁾
Libye	1990	Emprisonnement jusqu'à deux ans, en plus d'une amende de 1000 à 5000 dinars (625 à 3 125 euros) ⁽¹²⁾
Tunisie	1992	Incarcération entre 1 mois à 5 ans, en plus d'une amende de 1 à 3 mille dinars (345 à 1030 euros) ⁽¹³⁾
Mauritanie	1993	Emprisonnement maximum de 2 ans et d'une amende de 50 à 100 Mille Ouguiya (116 à 232 euros) ⁽¹⁴⁾
Algerie	2004	l'incarcération entre deux mois à deux ans, en plus d'une amende de cinq à cinquante mille dinars (37 à 373 euros) ⁽¹⁵⁾

(11) 73-282 du 21 mai 1974 sur la répression de l'abus de drogues et de la prévention de la toxicomanie

(12) Loi N° 7 Dahir n ° 1-de l'année 1990 sur les drogues et les produits psychotropes

(13) Loi n ° 92-52 du 18 mai 1992 sur les stupéfiants

(14) Loi No. 93-37 relative à la répression de la production, du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants et substances Psychotropes

(15) Loi n ° 04-18 du 25 décembre 2004 sur la prévention et la répression de l'usage illicite et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes



Place importante de la société civile...

■ Rôle précurseur des ONG sur la thématique

- Maroc : ASHUD, ALCS, RdR Maroc
- Tunisie : ATL-T, ATIOS, ATUPRET (ATL- Nationale), STadd
- Algérie : APCS, ANIS Annaba
- Mauritanie : SOS-PE, Stop Sida, Santé sans frontière, Amami
- Lybie : Un réseau d'association....mais à l'état actuel??

■ Différents niveaux d'actions:

- Etablir l'état des lieux et rassembler les preuves pour alimenter le plaidoyer
- Mener des actions de plaidoyer
- Initier et mener des actions d'intervention sur les sites de consommation
- Être un partenaire incontournable dans la stratégie du pays



Pour quelle prévention....

■ **Mauritanie :**

- Phénomène non reconnu par l'état
- Actions de sensibilisation, collecte d'informations et plaidoyer par les ONG

■ **Lybie ⁽¹⁾ :**

- Situation conflictuelle
- Un projet «Drogues et VIH» a été lancé en 2010, mais arrêté en 2011
- Financé par le gouvernement et appuyé par l'UNODC
 - Développement des services de réhabilitation
 - Soutien des ONG pour un travail de prévention «outreach»
 - Développement des services de dépistage VIH fixe et mobile
 - Apporter un support pour le développement PSN de RdR

(1): Rapports d'activités des pays 2014 ONUSIDA

Algérie... Toxicomanie et politique de santé

1992

Création de la commission nationale
multisectorielle de lutte contre la
toxicomanie.

1998

Unité National de Lutte Contre la
Toxicomanie

2002

Office National de Lutte Contre la
Drogue et la Toxicomanie

PEC de la toxicomanie

- Centres de cure de désintoxication (CDD)
- Centres intermédiaires de soins aux toxicomanes (CIST)

Actuellement

- Absence des données et du suivi des politiques actuelles en matière de drogues
- Algérie, continue à offrir uniquement la désintoxication



Diagnostic rapide de la situation...

Réalisé par: l'Association de Protection Contre le Sida (APCS), à Alger en mai 2016

Résultats:

- Mode d'injection très fréquent
- L'injection de drogue reste une activité surtout personnelle
- Phénomène répondu
- La poly-consommation était le comportement le plus partagé
- 33% des personnes interrogées ont été incarcérées à un certain moment de leur vie et jusqu'à 5 fois pour certaines,
- 25%, l'emprisonnement résulte d'une simple infraction de possession
- Accès difficile au matériel d'injection stérile
- Seul l'hôpital national de Blida offre des programmes de réadaptation et d'abstinence mais la capacité reste limitée, ne répond pas aux besoins de PUD



Tunisie... Associations en action

- Grâce aux ONGs et à leur plaidoyer
 - Adoption des composantes de RdR dans le PNLS
 - Accès à la PEC de l'hépatite C
 - Mobilisation des ressources humaines et financières
 - Plusieurs actions de prévention menées par les ONG
 - PES est menée par les ONGs, à la fois en stratégie mobile et fixe
 - Dépistage VIH, VHC et des soins primaires
 - Groupe d'auto-supports
 - Orientation, accompagnement et assistance juridique
 - Soutien social et économique
- Action institutionnelle:
 - Consultation d'addictologie
 - Études comportementales



Nouvelle loi....des perspectives

Décembre 2015, le gouvernement a approuvé un nouveau projet de loi sur les stupéfiants visant à modifier la loi 52 et présente les dispositions suivantes :

- Création d'un observatoire national des drogues pour recueillir des données
- Création de centres de traitement, y compris l'introduction de la thérapie de substitution
- Orientation des usagers lors de la première et de la deuxième infraction, arrêtés pour utilisation, aux services sociaux
- Possibilité pour les juges de décider des peines les plus appropriées



Maroc... programme de RdR

- Engagement politique de haut niveau
- Seul pays qui dispose d'une politique de RdR
- Premier programme de RdR dans le nord d'Afrique
- Collaboration intersectorielle en cours de renforcement
- Instances de promotion des droits humains partenaires pour le développement des actions
- Mobilisation sociale et partenariats, en plus des ONGs thématiques :
 - *Fondation Mohammed V pour la Solidarité*
 - *Fondation Mohammed VI pour la Réinsertion des Détenus*
 - *Délégation Générale de l'Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion*
 - *Ministères: Intérieur (INDH), Justice, Education Nationale...*
 - *Secteur Universitaires (CHU)*
 - *ONUSIDA, ONUDC, OMS*
 - *Fonds Mondial*
 - *GIZ, Catalogne, Conseil de l'Europe, Mednet-Groupe Pompidou*
 - *Coopération bilatérale: Catalogne, France, Belgique, Espagne...*

Processus d'implantation

2006-2008

Evaluations rapides de situations (IBBS)

2008

Démarrage du Programme RDR

2009

Méthadone obtient AMM

2010

projet pilote de substitution aux opiacés

2012-2016

- PSN: Fruit d'un processus de concertation élargie
- Nouveau PSN en cours de validation

Actuellement

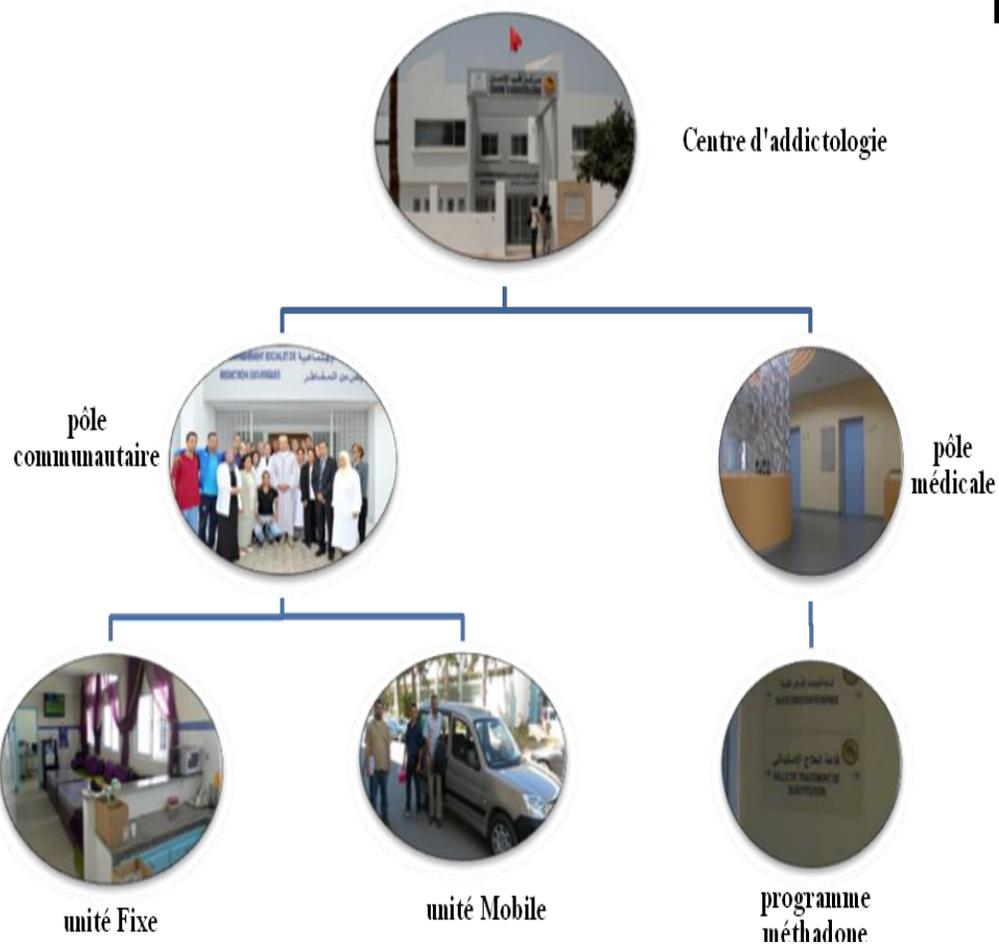
- Extension progressive des dispositifs.
- Dispensation de la Méthadone dans les prisons



Modalités d'intervention...

- Centres à bas seuil d'exigences de réduction des risques et des centres de prise en charge des addictions
 - Consultation spécialisées, suivi et orientation
 - Unités fixes de prévention des risques (ONGs thématiques)
 - Equipes pluridisciplinaires
 - Renforcement des capacités des intervenants auprès des UDI
 - Etablissement de liens fonctionnels avec les services de dépistage du VIH, (VHC chez ALCS) et de prise en charge des IST et de la Tuberculose
 - Travail en Réseau avec les acteurs de proximité et plaidoyer (Programmes d'insertion socioprofessionnelle, protection juridique...)
- Unités mobiles de prévention des risques
- Permanences nocturnes (unique à l'ALCS sur le site de Tétouan et régions)

Structures de PEC...services diversifiés



Principaux domaines d'activités du centre d'addictologie

- La réduction de la demande basée essentiellement sur l'information, la sensibilisation et l'éducation , et renforcement du diagnostic précoce
- La prise en charge des usagers de drogues consultations ambulatoires en matière d'addictions, un suivi thérapeutique des patients et orientation vers les structures hospitalières et de sevrage
- La réduction des risques de contamination de VIH, HVC, TB, liés à la consommation des drogues injectables via les unités "bas seuil d'exigence" et des unités mobiles
- Appui psychosocial et accompagnement communautaire des UD



Activités mises en œuvre...

- Programme d'échange de seringues
- Programme de thérapie de substitution aux opiacés (TSO) à la Méthadone
- Appui à l'auto-support
- PEC des IST, VIH et de la tuberculose
- Perspective de PEC des hépatites avec ADD
- Outils de suivi périodique (étude RDS, Enquêtes de diagnostics rapides...)
- 2017 : Elaboration guide de référence sur les normes et standards en matière d'interventions de réduction des risques parmi les usagers de drogues injectables au Maroc
- Pas de prévention des overdoses
- Plusieurs contraintes et difficultés



Conclusion

- Problème de santé publique
- Grande disparité d'action entre les 5 pays
- La société civile joue un rôle très important pour avancer dans la mise en œuvre des programmes de RDR
- Opportunité de transfert d'expertise entre les ONG du Maghreb (**Plateforme MENA**)
- Société civile en synergie.....qu'attendent les états ?